

SENEGAL

MARKUS MÜLLER

Juli 2014

www.kas.de/senegal-mali

Séminaires de *Taataan* et de la FKA sur la décentralisation au Sénégal

Des ateliers de formation pour les formateurs ont eu lieu pendant deux jours, du 18 au 19 juin dans la commune de Kébémér et du 24 au 25 juin à Dakar, coorganisés en partenariat entre la Fondation Konrad Adenauer et l'Association sénégalaise d'appui à la décentralisation et aux initiatives citoyennes, aussi dénommée l'Agence *Taataan* (ASADIC).

Le thème des journées qui traitait du sujet de la Départementalisation et de la Communalisation a également démontré les aspects institutionnels et le fonctionnement des organes politiques qui sont concernés. Plus de vingt formateurs invités se sont rassemblés pour participer à une présentation en diaporamas par le secrétaire exécutif de *Taataan*, Cheikhou Oumar Faye.

Après avoir défini ce que c'est la décentralisation et la déconcentration, soit un transfert de compétences de l'Etat vers ses collectivités locales accompagné par la délégation des pouvoirs à des échelons inférieurs, il a été précisé que les formateurs doivent retenir des définitions simples pour qu'on puisse les expliquer aux citoyens de la région. Cela veut dire concrètement que le wolof, la langue la plus parlée au Sénégal, ainsi que les autres langues locales doivent être utilisées pour illustrer les contextes juridiques qui sont à rédiger en français.

De plus, il a été évoqué l'évolution historique des collectivités locales au Sénégal. En 1872, le pays n'a connu que quelques communes comme Dakar, Gorée ou bien Saint Louis alors qu'en 2013, le gouvernement est en train de réformer son administration régionale par l'Acte III de la décentra-

lisation. Il remplace les Actes I et II de 1972 et 1996 qui ont contribué aux premiers efforts vers plus de participation de la population rurale dans la marche de la nation.



Or, les nouveautés principales de la réforme actuelle consistent à la suppression des régions en tant que collectivités locales. Les communautés rurales de leur côté se verront dotées du même statut que les communes. Ainsi, le concept de la départementalisation prévoit que les départements seraient érigés en collectivités locales qui sont administrés chacun par un conseil départemental. Toute cette réforme a le but de mieux délimiter les compétences ; celles qui restent à l'Etat central et celles qui mènent à plus d'autogestion pour les départements et les communes.

La fusion de plusieurs communes en une seule qui sont géré par le conseil municipal et le maire concourent à l'administration des plus petites unités. Par ailleurs, afin que la décentralisation puisse mieux se développer d'une façon durable équilibrée, des pôles de développement comme la construction des hôpitaux et des établissements de formations seront établis dans régions pour avancer leur autonomie.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

SENEGAL

MARKUS MÜLLER

Juli 2014

www.kas.de/senegal-mali

Le secrétaire exécutif de *Taataan* a mis le point sur les prochaines élections locales du 29 juin et a prononcé son désir que des nouveaux élus se motivent pour être formés en tant que conseillers qui auront en charge d'assurer la gestion des collectivités locales. Pour cela, ils doivent disposer d'un minimum des compétences.

Le processus à long terme de la décentralisation au Sénégal est l'un des éléments fondamentaux pour le travail de *la Fondation Konrad Adenauer*. En organisant des séminaires, en coopération avec l'Organisation *Taataan*, les formateurs responsables sont formés, non seulement dans les zones rurales mais aussi dans la ville et sont préparés pour les processus à venir. Grâce à des séminaires et la publication du fascicule « Comprendre la décentralisation et le développement local », on explique, en termes compréhensibles, les complexités de cette réforme et on les rend accessibles à un large public.

Il est vrai que la formation des formateurs est indispensable dans un pays où une grande partie des citoyens sont toujours des analphabètes. En outre, l'autogestion dans les régions ne fonctionne que si la population est au moins informée des objectifs essentiels de la réforme de la décentralisation.

Avec plusieurs décennies d'expérience dans ce domaine, *la Fondation Konrad Adenauer* en collaboration avec son partenaire contribue à améliorer la participation des citoyens à la gestion des affaires locales et à promouvoir la bonne gouvernance locale. Les séminaristes ont été d'accord sur le point que le processus de la décentralisation a déjà commencé mais reste cependant inachevé.

Cela provoque la participation active de tous les acteurs pour avancer et réussir une réforme dont leurs responsables politiques cherchent notamment sa simplification administrative et une avance vers plus d'autogestion dans les collectivités locales et à la base.